

L'Opposition ouvrière devant la Conférence de Moscou

L'Opposition ouvrière dans le Parti russe

L'opposition ouvrière, née dans le Parti bolchevik au cours de la Révolution, atteint son apogée en 1921, au 10^e Congrès du Parti.

Dans ce congrès, ses critiques furent entendues : elles ne différaient d'ailleurs pas essentiellement des critiques faites par le Comité Central du Parti lui-même. Les résolutions votées furent appliquées dans la mesure du possible.

Malgré cela, l'opposition ouvrière ne désarma pas. Bien que possédant un représentant, Chliapnikov, au Comité Central du Parti, elle fit distribuer une lettre signée de 22 noms aux membres de l'Exécutif élargi, lettre dans laquelle elle exprimait ses doléances. Le Comité Central du Parti russe évoqua officiellement la question devant la Conférence, qui avait déjà résolu les conflits intérieurs des partis hongrois et français.

Une Commission internationale fut nommée, où siégeaient Zinoviev, Kolarov, Clara Zetkin, Valetsky, Kreibich et notre camarade Cachin.

Cette commission, après avoir entendu pendant plusieurs heures les leaders de l'opposition ouvrière : Chliapnikov et Kollontaï, vota à l'unanimité le rapport Kreibich.

Le rapport Kreibich, après avoir réduit à néant les accusations de l'opposition ouvrière, désapprouve celle-ci, l'invite à se soumettre à la discipline de son parti et conclut en disant : « Qui brise la discipline et l'unité du Parti russe trahit les intérêts du Parti et de l'Internationale Communiste. »

Devant la Conférence

Autour du rapport Kreibich, les débats s'engagèrent devant la Conférence. Ils furent marqués par les discours de Chliapnikov et de Kollontaï pour l'opposition ouvrière et par le magistral discours de Radek, par lequel s'exprima le point de vue du Comité Central du Parti russe.

Chliapnikov reproche à Kreibich d'avoir mal compris les arguments développés en français devant la commission et d'avoir voulu faire le procès des 22 signataires de la lettre de l'opposition. Chliapnikov ne parle qu'en son nom personnel. Et si la Conférence veut se prononcer, elle ne pourra le faire qu'après avoir entendu successivement les 22.

Chliapnikov a voulu attirer l'attention de la Conférence sur trois points d'une importance capitale pour l'avenir du Parti russe :

1^o Il y a menace de rupture entre le Parti et le prolétariat ;

2^o Il y a, dans le Parti, une diminution inquiétante de l'influence du prolétariat qui détermine un affaiblissement du rôle de celui-ci dans l'Etat ;

3^o Le Parti ne compte plus que de 40 à 60 % d'ouvriers, et sur 35 secrétaires fédéraux, trois seulement sont des ouvriers. Cela aboutit à une déformation sociale du Parti qui ne reflète plus exclusivement les aspirations de la classe ouvrière.

Chliapnikov propose, pour remédier à une telle situation, de favoriser l'influence qui doit être dominante dans le Parti des éléments prolétaires, de chercher à rapprocher les prolétaires de l'Etat et enfin de ne pas confondre le centralisme nécessaire avec la pratique des persécutions contre la minorité.

Chliapnikov ajoute : « Nous ne sommes pas une fraction organisée, nous ne transportons pas nos critiques à l'extérieur, nous ne pensons pas que le fait de nous adresser à la Conférence puisse permettre de nous accuser de donner, par nos critiques, des armes aux mencheviks. Au 10^e Congrès, Zinoviev a reconnu le bien-fondé de la plupart de nos critiques. Nous ne sommes pas en opposition violente avec le 10^e Congrès. Nous voulons seulement en faire appliquer les décisions. Nous sommes disciplinés ».

Chliapnikov conclut en disant : « Si vous voulez juger, commencez par étudier ». Il demande le renvoi du rapport Kreibich devant le Comité Exécutif ordinaire pour complément d'étude.

C'est maintenant le tour de Kollontaï. Voici, en quelques paragraphes, le résumé de son intervention :

1^o Quand nous avons parlé de la bureaucratie à la commission, Kreibich n'a pas bien compris. Nous savons que l'on a tenu compte de nos critiques du 10^e Congrès et que cette question est à peu près résolue ;

2^o Pour illustrer nos autres critiques, nous avons pris deux exemples seulement ; il ne faudrait pas en conclure, comme le fait Kreibich, que nous n'avions pas d'autres faits à invoquer ;

Nous avons dit : « Pour le front unique, comme pour l'impôt en nature, comme pour beaucoup d'autres questions, les décisions arrivent comme par surprise sans que le Parti ait été consulté » ;

3^o Nous pensons que le déplacement des fonctionnaires du Parti ou des institutions soviétiques a été utilisé comme un moyen de pression contre l'opposition ouvrière. Ce système est contradictoire avec les statuts du Parti, nous protestons contre lui ;

4° Si nous nous adressons à la Conférence, c'est parce que nous ne sommes plus dans une Internationale de partis autonomes et que les affaires du Parti russe, comme les affaires de tous les partis, sont les affaires de l'Internationale.

Tous les exemples que nous avons pris montrent que ce ne sont pas les décisions du 10^e Congrès que nous critiquons, mais leur non application. Le Comité Central du Parti fait plus de critiques que nous, dit-il ; mais, en fait, rien n'est changé. Quand nous critiquons la non application des décisions, nous sommes suspectés. Le fait que 22 camarades demandent à être entendus de vous montre que, dans le Parti, il y a quelque chose qui ne marche pas ;

5° On nous dira peut-être : « Adressez-vous au Congrès de votre parti, d'abord ». Mais ce que nous critiquons, c'est justement le manque de garanties dans l'application des décisions de congrès. Voilà pourquoi nous nous adressons à la plus haute instance de l'Internationale, à cette Conférence dont l'autorité peut influencer utilement le Comité Central du Parti russe.

Si nous avions voulu une rupture, nous aurions pu porter nos critiques devant les masses ouvrières. Cela, nous ne le voulons pas. Nous venons à la Conférence dans un esprit d'unité. Nous demandons le renvoi du rapport Kreibich devant l'Exécutif ordinaire, comme signifiant que le cri d'alarme que nous avons poussé a été entendu de la Conférence Internationale.

Le Comité central du Parti

C'est Radek qui intervient pour exposer le point de vue du Comité Central du Parti russe. Sa riposte à Kollontai fut décisive et emporta les dernières hésitations de ceux qui avaient pu prêter une oreille complaisante aux plaintes de l'opposition ouvrière.

Radek est d'accord avec Kollontai sur un point seulement : pour dire que les affaires du Parti russe sont des affaires très importantes pour l'Internationale tout entière.

« La Commission a fait un travail consciencieux ; elle a entendu Chliapnikov et Kollontai pendant plus de trois heures. La Commission s'est attachée à examiner le détail des griefs formulés.

Kollontai se prétend disciplinée. Mais, l'année dernière, elle a publié un pamphlet qui a été reproduit par le K. A. P. D. et qui a alimenté les campagnes de la presse mencheviste et de la presse blanche.

L'opposition a diminué la valeur de son travail en rapetissant le débat à des questions de second plan.

Pour juger exactement ce que c'est que l'opposition ouvrière, il faut lui demander ce qu'elle pense de la nouvelle politique.

Si la Commission avait demandé : « Est-ce que la politique du Comité Central est bonne ? », l'opposition ouvrière aurait dû répondre : oui.

En présence de ce fait dominant, toutes les critiques de détail passent à l'arrière-plan.

L'opposition ouvrière se prétend brimée. Cependant, quand Lénine a parlé d'exclure Chliapnikov, Radek s'y est opposé, et c'est son avis qui a prévalu. On a pensé qu'il valait mieux chercher à convaincre l'opposition ouvrière. Cela ne ressemble nullement à de la persécution.

L'opposition ouvrière reproche au Comité Central de prendre des décisions sans avoir suffisamment consulté le Parti.

Pour ce qui est du front unique, ce sont plutôt les autres partis qui pourraient se plaindre de n'avoir pas eu assez de temps pour examiner la question. Ils ne le font pas, car ils comprennent que ce sont les événements qui, parfois, en se précipitant, obligent à prendre des décisions rapides.

Pour ce qui est de la nouvelle politique, il ne faut pas raisonner dans l'abstrait. L'impôt en nature fut substitué aux réquisitions au moment de Cronstadt. Cronstadt fut un écho du mécontentement paysan contre les réquisitions. A ce moment, c'était une question de vie ou de mort pour la Révolution que de changer immédiatement et radicalement la politique économique envers les paysans. C'est ce que nous avons fait, dit Radek, et ainsi nous avons liquidé Cronstadt.

Un ancien général blanc, au courant des nécessités révolutionnaires, a dit, à cette occasion : « Seul le Parti Communiste russe, seul un gouvernement révolutionnaire, pouvait ainsi changer radicalement sa politique en moins de 24 heures ». Et il a ajouté qu'en face d'un tel événement, il comprenait pour la première fois la doctrine marxiste.

La décision prise a été ratifiée par le Congrès. Il était impossible à un tel moment de discuter une année devant le Parti avant de prendre une décision. Celui qui n'admet pas cela ne comprend rien à la Révolution. »

Radek continue :

« Bobst (de Suisse) prétend qu'il est bon pour tout gouvernement d'avoir son opposition. J'approuve entièrement sa thèse pour le Conseil National suisse : c'est un moyen de réveiller les députés endormis.

« L'opposition, si elle menace les intérêts vitaux de la révolution, nous la combattons s'il le faut les armes à la main.

« L'élection libre aux Soviets, en face des intrigues et des complots de la contre-révolution, est souvent une revendication contre-révolutionnaire. Notre prolétariat est fatigué incontestablement par cinq années de révolution, par cinq années de sacrifices héroïques. Il peut, dans un moment de lassitude, lâcher le drapeau rouge. Nous devons stimuler le prolétariat. La bourgeoisie n'a pas abandonné la partie. Avec la nouvelle politique, elle va essayer de combattre à nouveau. Aussi, à l'intérieur, plus que jamais, il faut un régime révolutionnaire sévère.

« Que l'opposition dise si notre politique est bonne ou mauvaise. Derrière Chliapnikov et Kollontai, il y a de bons travailleurs, fatigués de la lutte et qui croyaient à des résultats plus rapides. Si nous

ne sommes pas plus avancés dans notre travail de construction socialiste, c'est la faute du prolétariat mondial, qui nous laisse nous débattre presque seuls dans mille difficultés que la Révolution russe ne peut pas résoudre isolément.

« On nous dit « Le régime peut s'adoucir : il n'y a plus la guerre ». Mais nous savons que les ennemis sont dans la place. La bourgeoisie internationale cherche à nous étrangler par l'intermédiaire de notre petite bourgeoisie. Dans ces conditions, il n'est pas possible de désarmer, même à l'intérieur.

« Chliapnikov est dans le Comité Central ; il peut y défendre son point de vue. Mais pas de fractions. En pleine révolution, la lettre des 22 est un véritable coup de poignard dans le dos. L'opposition ouvrière n'oppose rien de constructif à notre politique. Par ses vaines critiques, elle diminue la résistance ouvrière, déjà affaiblie par cinq années de souffrances.

« Dans la salle voisine de celle où siège la Conférence, dans un moment difficile pour la Révolution, Kollontaï a dit à Trotsky : « Le temps de la scission n'est pas encore venu ».

« Aujourd'hui, la lettre des 22, répandue un peu partout, va, aux environs de la Conférence de Gênes, alimenter la propagande de nos ennemis. Elle va être l'aliment de toutes les campagnes contre-révolutionnaires. Dire que le Parti Communiste n'a plus derrière lui les ouvriers, c'est faux, et c'est contre-révolutionnaire. Si les gouvernements bourgeois traitent avec nous, c'est précisément parce que la masse ouvrière est avec nous.

« Nous sommes contre le renvoi de la motion Kreibich, motion qui nous donne toute satisfaction.

« Un délégué, qui ne se borne pas à connaître l'hôtel Lux, mais qui cherche à comprendre la situation de la Russie, doit savoir que ce serait démoraliser les ouvriers que de prêter l'oreille aux critiques stériles de l'opposition. Il faut voter le rapport Kreibich. Par là, l'Internationale tout entière dira au prolétariat, à tous les ouvriers : « Marchez avec votre parti, rassemblez-vous derrière lui ».

« Ceux qui ont lutté en Allemagne contre Noske savent déjà les terribles nécessités de la lutte les armes à la main.

« Des milliers de décisions doivent être prises rapidement, sans qu'on ait le temps de consulter le Parti. En quelques minutes, à quelques camarades, nous avons pris des décisions contre Denikine. Nous souhaitons des nécessités moins sévères dans les révolutions occidentales ; mais si un tel souhait se réalise, ce sera grâce au triomphe préalable des Soviets.

« Certes, nous avons commis des milliers de fautes. Nous pourrions en dresser une liste plus complète que ne pourraient le faire ceux qui nous critiquent. Mais ce qu'on ne peut pas nous reprocher, c'est d'avoir jamais manqué de décision.

« Il faut fermer les écluses de Chliapnikov et de Kollontaï et les empêcher de troubler sans raison le prolétariat russe.

« Nous ferons tout pour grouper le prolétariat toujours plus étroitement autour de sa révolution. »

Après un rapide tournoi entre Radek et Kollontaï, et après une brève intervention de Clara Zetkin en faveur de l'adoption du rapport Kreibich, un délégué ayant demandé la non-publicité des débats, Radek, au nom du Comité Central russe, déclare : « Cette discussion n'a pas une portée de conventicule. Après avoir vu l'opposition ouvrière à l'œuvre, nous ne sommes pas sûrs de ne pas voir la presse blanche utiliser contre nous ces débats déformés. Ces débats doivent être publiés : il faut faire entendre la voix de l'Internationale ».

Conclusion

L'opposition ouvrière est formée de camarades qui sont depuis longtemps dans le Parti et qui ont fait dans le passé tout leur devoir révolutionnaire.

L'opposition ouvrière se borne à reprendre les critiques formulées par le Comité Central du Parti, mais n'apporte aucune solution positive.

Elle méconnaît la nécessité vitale, pour la Révolution combattante, de la centralisation renforcée et de l'esprit de décision rapide.

Elle tente de dresser arbitrairement les ouvriers qui font marcher la machine gouvernementale de l'Etat prolétarien contre les ouvriers restés dans les usines.

Elle impute au Comité Central des responsabilités qu'il n'a pas. Sans doute, par exemple, la lutte contre la bureaucratie n'a pas donné tous les résultats attendus. Mais il ne suffit pas, pour faire disparaître la bureaucratie, de prendre des décisions de congrès, ni même de croire qu'elles sont toujours intégralement applicables. Chaque fois qu'il y a pénurie de produits, il y a pléthore des organismes de répartition. On peut, en Russie, réduire la bureaucratie, et de gros efforts ont été faits en ce sens : on ne la réduira au minimum que par l'augmentation de la production.

Par ses imprudences, l'opposition ouvrière a souvent donné des armes à la presse mencheviste et à la presse blanche.

L'opposition ouvrière est le reflet de la désillusion provoquée chez les travailleurs les plus accessibles au découragement par l'arrêt momentané du développement de la révolution mondiale, arrêt qui retarde la construction d'une économie socialiste, puis communiste, en Russie.

On se débarrassera de la nouvelle politique le jour où la Révolution, triomphant dans un pays industriel, il sera possible d'organiser, sur la base d'une économie socialiste, l'échange des produits agricoles avec les produits industriels.

L'opposition ouvrière mobilise la lassitude ouvrière autour de l'amour-propre déçu de quelques chefs non satisfaits du rôle joué par eux dans la Révolution.

L'opposition ouvrière est débilitante pour le prolétariat. Elle doit être énergiquement combattue.

Albert TREINT.